



## **Pour un monde sans frontières et sans exploitation, le 9 juin : exprimons l'urgence de la révolution !**

Le 23 mai, France télévision nous a infligé un débat entre le Premier ministre, Gabriel Attal, et la tête de liste du Rassemblement national, Jordan Bardella... comme si l'alternative politique se résumait à un « duel » entre les amis de Macron et ceux de Le Pen !

Un duel ? Plutôt un duo, entre ces deux politiciens dont la seule préoccupation est de servir les intérêts des capitalistes, de maintenir l'ordre social et toutes ses injustices insupportables.

Comme tous les serviteurs de la bourgeoisie, ils sont les tenants d'un monde dans lequel une grande puissance comme la France peut se rendre complice du génocide en cours dans la bande de Gaza en livrant des armes à l'armée israélienne, continuer à exploiter des richesses et à dominer des peuples, comme les Kanak... Tout en faisant ici la chasse aux immigrés et en laissant ceux et celles qui fuient les guerres et la misère se noyer dans la Manche et la Méditerranée.

### **De ce monde-là, on n'en veut pas !**

Ceux qui profitent de ce monde, les propriétaires des grandes entreprises, ne sont pas élus. Les résultats des urnes ne permettent jamais de remettre en cause leur pouvoir : celui de piller, d'exploiter, de faire stagner les salaires en en demandant toujours plus aux salariés, ou de licencier et de mettre sur le carreau des milliers de travailleurs et travailleuses.

Les partis de gauche prétendent qu'en votant pour eux, il serait possible de changer la situation. Ce sont des illusions : seules nos luttes, nos grèves, nos manifestations permettent de faire reculer le patronat et les gouvernements à leur service. Elles seules permettent d'arracher des augmentations de salaire ou d'empêcher des licenciements, des fermetures de services publics, des dégradations de nos conditions de vie et de travail. Nos luttes seulement pourront faire reculer le gouvernement et le patronat qui nous attaquent jour après jour et réduisent une part de plus en plus importante d'entre nous à des conditions de vie et de travail intenable et à des salaires de misère, quand ce n'est pas au chômage et à l'expulsion de nos logements.

Seules nos mobilisations permettent de remettre en cause la capacité des patrons à tout décider à notre place, alors que c'est bien nous qui faisons

tourner la société : nous, les travailleurs et travailleuses, quelles que soient nos origines, nationalités, convictions religieuses et philosophiques, genres ou sexualités. L'exploitation n'a pas de frontière, notre classe non plus !

### **Paris, Gaza, Nouméa... urgence révolution !**

Face aux guerres et aux catastrophes environnementales, face aux galères du quotidien ici et aux crises humanitaires dans le monde, face à une minorité de riches qui exploitent la majorité et aux politiciens qui rivalisent pour être à leur service, il y a urgence à tout changer. Il y a urgence à en finir avec la loi des profits, à répondre aux besoins de toutes et tous et non aux exigences d'une minorité d'exploiteurs. Il y a urgence à mettre fin aux guerres impérialistes et au colonialisme. Il y a urgence à dire que c'est à ceux et celles qui font marcher la société de décider de tout. Il y a urgence à la révolution !

**Le 9 juin, voter pour la liste du NPA-Révolutionnaires, conduite par Selma Labib, conductrice de bus, et Gaël Quirante, postier licencié, ce sera affirmer notre volonté de compter sur nos propres forces pour nous défendre et de bâtir une société communiste, un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression !**



**POUR UN MONDE  
SANS FRONTIÈRES  
NI PATRONS**

**URGENCE  
RÉVOLUTION !**



### **Paroles, paroles, paroles**

Plus c'est gros, plus ça passe. L'AP-HP affirme maintenant pouvoir loger les soignants exerçant dans des métiers en tension, pourtant c'est bel et bien le mal-logement qui caractérise l'AP-HP où tout se fait "à-condition-de".

Se faire soigner à condition de ne pas rester trop longtemps sur les lits, ne pouvoir être logé sans se plier à 1001 conditions qui reflètent juste le refus de l'AP-HP de traiter les vrais problèmes : en ouvrant des lits et en augmentant nos salaires ! Ainsi on aura moins de mal à se loger

### **Ils bombardent les patients, ils bombardent les soignants... Et refusent qu'on en parle !**

La présidence de l'Université Sorbonne Paris Nord a rendu publique le 23 mai, sa décision de ne pas reconduire le contrat d'un enseignant mentionnant la situation à Gaza dans un examen, destiné à des étudiant-e-s en L2 Sciences Sanitaires et Sociales.

L'université, visiblement affolée par un énoncé sur une feuille de papier, associe à une "provocation" et à un appel à "tous types de violences" le soutien au peuple Palestinien. Imaginez la crise de panique de cette université si les étudiants se mettaient en tête de manifester !

La "violence" se trouve en fait dans la répression du soutien au peuple Palestinien dans les universités ! Mais les étudiants ne se laisseront pas faire ...

### **La violence est du côté de ceux qui ferment les hôpitaux**

Dans le Finistère, à Quimper, une manifestation a rassemblé 300 personnes pour protester contre la mise en garde à vue de militants syndicaux qui défendent le maintien des urgences de l'hôpital de Carhaix. Comme à Feurs près de Saint-Étienne fin avril, à Langres en Haute-Marne fin septembre, les habitants de Carhaix et les soignants de son hôpital ont manifesté en septembre à l'appel du comité de défense du CHU. On estime que depuis l'été dernier, leur fermeture, ou leur "régulation" comme le dit l'ARS, a entraîné la non prise en charge de 7.000 patients. Les pouvoirs publics mettent nos vies en danger en embauchant le moins possible, en multipliant les rustines au lieu d'injecter l'argent nécessaire, bref en ne se préoccupant que de la casse de nos conditions de travail pour augmenter leurs revenus, sans voir l'effondrement du système de soins dont nous avons besoin.

### **Rassemblement #MeTooHopital**

Depuis que dans *Paris Match* Karine Lacombe a révélé le « harcèlement sexuel et moral » exercé par l'urgentiste Patrick Pelloux et a appelé à un mouvement de libération de la parole des professionnels de la santé, le mouvement #MeTooHopital a répandu l'idée qu'il

était urgent de faire bouger les lignes en posant le problème de la misogynie et des violences de genre sur nos lieux de travail. Le sexisme et les violences sexuelles n'ont pas leur place sur nos lieux de travail, que ce soit à l'hôpital ou ailleurs, ni dans nos vies. Alors rendons-nous entre collègues nombreuses et nombreux ce mercredi 29 mai devant le ministère de la Santé à 18h !

### **Un système qui marche sur la tête**

La tarification à l'acte fait que les structures associatives ou mutualistes qui offrent des soins en secteur 1 ne peuvent pas payer leurs salariés et leurs charges et, donc, sont déficitaires. Mais ces centres, souvent « poly-médicaux » et qui accueillent des dizaines de milliers de patients, ne sont pas subventionnés. On dirait par contre que leurs concurrents, les cliniques privées qui sont en plein essor, bénéficient au contraire de partenaires au sein des conseils de l'Assurance maladie. Triplement des structures privées à Paris en 10 ans, pendant que les 3/4 des centres ne pratiquant pas de dépassement d'honoraires ont un "déséquilibre d'exploitation". Ce sont des opportunités pour les investisseurs de faire grossir leur capital en faisant des marges sur les actes tarifés par l'Assurance maladie. Nous qui faisons tourner le monde de l'hôpital n'avons pas les mêmes projets : garantir l'accès à la santé pour tous !

### **La santé est un droit, pas un luxe réservé aux riches !**

La Croix Rouge a annoncé la fermeture de 6 centres en Île-de-France d'ici à cet été en raison de déficits financiers importants. Ce sont 6 centres de la Croix-Rouge qui sont concernés en Île-de-France, dont deux à Paris avec celui situé à Olympiades (XIIIe) et le centre Richerand (Xe). Ces fermetures se justifieraient par des pertes de 4,3 millions d'euros estimés en 2024. Le centre de la rue Haxo « avait un important montant de créances non recouvrées », explique Renaud Mandel, représentant syndical CGT... Ces deux centres assurent pourtant des dizaines de milliers de consultations annuelles pour des patients souvent démunis. Leur fermeture accentueraient encore les inégalités entre arrondissements fortunés et arrondissements populaires où on dénombre en moyenne seulement une dizaine de spécialistes pour 1000 habitants. Pour se soigner, les habitants du Xe, XIIIe, XVIIIe ou du XXe arrondissement dépendent de centres gérés par la Croix-Rouge ou par la Ville de Paris. Dans les arrondissements riches par contre il y a les cliniques et les cabinets de spécialistes privés... Exigeons un accès équitable aux soins pour tous !